



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928

Site Internet : www.icj-cij.org

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2010/28

Le 10 septembre 2010

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU élisent Mme Joan E. Donoghue comme membre de la Cour

LA HAYE, le 10 septembre 2010. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ont élu hier Mme Joan E. Donoghue comme membre de la Cour internationale de Justice (CIJ), avec effet immédiat.

De nationalité américaine, Mme Joan E. Donoghue succède à M. Thomas Buergenthal, ancien juge de la Cour, qui avait démissionné de ses fonctions à compter du 6 septembre 2010. Conformément à l'article 15 du Statut de la Cour, Mme Donoghue achèvera le mandat de M. Buergenthal, qui viendra à expiration le 5 février 2015.

La notice biographique de Mme Donoghue est annexée au présent communiqué de presse. Elle est également disponible sur le site Internet de la Cour (www.icj-cij.org) à la rubrique «La Cour/Membres de la Cour/Membres actuels».

*

Généralités

La Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal des Nations Unies, se compose de quinze juges, qui sont élus chacun pour un mandat de neuf ans et peuvent être réélus. En vue d'assurer une certaine continuité dans la composition de la Cour, celle-ci est renouvelée par tiers tous les trois ans.

Aux termes de l'article 2 du Statut de la Cour, les juges sont élus «sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des juristes possédant une compétence notoire en matière de droit international».

Quant à l'article 9 du Statut, il prévoit que les personnes appelées à faire partie de la Cour doivent «assurer[r] dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde». Ce principe se traduit par une répartition des membres de la Cour entre les principales régions du globe, à savoir : trois juges pour l'Afrique, deux pour l'Amérique latine, trois pour l'Asie, cinq pour l'Europe occidentale et les autres Etats (Amérique du Nord et Océanie) et deux pour l'Europe orientale (y compris la Russie). La Cour ne peut en outre comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat.

Procédure d'élection

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité (où aucun droit de veto ne joue pour la circonstance). Ces organes votent en même temps, mais indépendamment l'un de l'autre. Pour être déclaré élu, un candidat doit avoir obtenu la majorité absolue dans l'un et l'autre des organes, soit 97 voix à l'Assemblée générale et 8 voix au Conseil de sécurité.

Présentation de candidats

Le droit de proposer des candidats appartient à tous les Etats parties au Statut de la Cour (au nombre de 192 actuellement). Toutefois, les présentations de candidats ne sont pas faites directement par les gouvernements, mais par les groupes nationaux de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) ou, pour les Etats qui n'en sont pas membres, par des groupes nationaux constitués de la même façon.

La CPA, dont le siège est à La Haye, a été établie par les conventions de La Haye de 1899 et de 1907. Chaque Etat partie à ces conventions (111 actuellement) dispose de son propre groupe national, c'est-à-dire d'un groupe de quatre juristes au maximum susceptibles d'être appelés à faire partie d'un tribunal arbitral dans le cadre des conventions susmentionnées.

Lorsqu'il doit être pourvu aux sièges devenus vacants à la Cour internationale de Justice par voie d'élection, chaque groupe national peut présenter jusqu'à quatre candidats, dont deux au maximum de sa propre nationalité. Les autres candidats peuvent posséder la nationalité de n'importe quel autre pays. Les noms des candidats doivent être communiqués au Secrétaire général des Nations Unies.

Département de l'information :

M. Andreï Poskakoukhine, premier secrétaire de la Cour, chef du département (+31 (0)70 302 2336)

M. Boris Heim, attaché d'information (+31 (0)70 302 2337)

Mme Joanne Moore, attachée d'information adjointe (+31 (0)70 302 2394)

Mme Genoveva Madurga, assistante administrative (+31 (0)70 302 2396)

MME JOAN E. DONOGHUE
(juge à dater du 9 septembre 2010)

Fonction antérieure

Département d'Etat des Etats-Unis

2007-2010

Conseillère juridique principale adjointe

- Avocate de carrière principale au département d'Etat
- Conseillère juridique par intérim de janvier à juin 2009 (a donné des conseils à la secrétaire d'Etat Clinton et au président Obama sur tous les aspects du droit international)
- Avis sur le développement, l'interprétation et l'application du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme
- Argumentation des Etats-Unis dans les procédures consultatives sur la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo* (Cour internationale de Justice)
- Avis sur la rédaction, la négociation et l'application des résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des autres organes des Nations Unies
- Supervision de travaux juridiques dans les domaines du droit de la mer, de l'Antarctique, de l'Arctique, de la pêche et de l'environnement
- Supervision du plaidoyer des Etats-Unis au Tribunal des différends irano-américains et de l'arbitrage entre investisseurs et Etats dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)
- Chef de délégation aux négociations bilatérales sur les contentieux avec l'Iraq
- Avis juridiques et déposition au Congrès américain au sujet de l'accord de sécurité et de l'accord sur un cadre stratégique entre les Etats-Unis et l'Iraq de 2008
- Application des décrets pris par le président Obama sur les détentions et les interrogatoires à Guantánamo
- Supervision du procédé d'approbation des traités : a notamment déposé et donné des avis aux fins d'obtenir l'aval du Sénat des Etats-Unis
- Représentante au dialogue juridique entre les Etats-Unis et l'Union européenne
- Représentante au comité des conseillers juridiques du Conseil de l'Europe

Fonctions antérieures dans le domaine du droit international

Faculté de droit de l'Université George Washington

2005

Professeur auxiliaire de droit international public

Département d'Etat des Etats-Unis

2000-2001

Conseillère juridique adjointe

- Supervision de la coopération bilatérale en matière d'application des lois
- Application des législations sur l'aide étrangère et les sanctions économiques
- Supervision des questions économiques internationales, notamment des aspects juridiques de la négociation de traités d'investissement bilatéraux et de la formulation de dispositions types

1994-1999

Conseillère juridique adjointe aux affaires économiques et commerciales

- Conseillère juridique pour la négociation de clauses interprétatives avec la Communauté européenne dans le domaine des sanctions économiques américaines et des conflits de compétence
- Règlement du contentieux s'agissant des sanctions américaines appliquées par les Etats, ainsi que sur le plan local (*Crosby c. National Foreign Trade Council*, Cour suprême des Etats-Unis)
- A supervisé en sa qualité de conseillère juridique les négociations sur les investissements (traités d'investissement bilatéraux et accord multilatéral sur l'investissement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE))
- Conseillère juridique s'agissant de la convention de l'OCDE contre la corruption
- Formulation de la position américaine dans des affaires opposant des investisseurs à des Etats dans le cadre de l'ALENA (*Loewen Group, Methanex*)
- Conseillère juridique pour les négociations bilatérales sur l'aviation

1993-1994

Conseillère juridique adjointe aux affaires africaines

- Avis juridiques sur la transition vers la démocratie en Afrique du Sud et collaboration avec le Congrès américain aux fins de la révision de la loi fédérale, ainsi qu'avec les Etats en vue de la levée des sanctions imposées

- Avis sur le droit international humanitaire, notamment la création du Tribunal pénal international pour le Rwanda
- Avis sur la reconnaissance et la succession d'Etats

Membre du Council on Foreign Relations International Affairs et professeur invité à la faculté de droit à l'Université de Californie, Berkeley (Boat Hall)

1992

- A mené des recherches et publié des articles sur le droit international de l'environnement et le droit international des immunités
- A enseigné le droit relatif aux relations étrangères des Etats-Unis et le droit international de l'environnement

Centre de droit de l'Université de Georgetown

1991

Professeur auxiliaire, droit relatif aux relations étrangères

Département d'Etat des Etats-Unis

1989-1991

Conseillère juridique adjointe pour les océans, l'environnement et la science

- Conseillère juridique pour la négociation de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
- Conseillère juridique pour la négociation du protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes
- Conseillère juridique à la réunion des parties consultatives au traité sur l'Antarctique
- Formulation de positions dans le règlement de différends dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (*Thon-dauphin et Tortue-crevettes*)
- Présentation de l'argumentation au Sénat américain au sujet du traité relatif à la délimitation des frontières maritimes entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie
- Représentante auprès de groupes d'experts juridiques sur la responsabilité en matière de préjudice causé à l'environnement
- Chef de délégation et conseillère juridique aux négociations sur la pêche

1986-1989

Directrice du bureau du droit diplomatique et du contentieux

- Chef du bureau responsable de l'immunité des Etats, des chefs d'Etats, des diplomates et des missions spéciales
- Chargée de la législation et du contentieux s'agissant de la loi sur les immunités souveraines étrangères (Foreign Sovereign Immunities Act) des Etats-Unis
- Chargée du règlement des contentieux liés à l'immunité des chefs d'Etat et des membres du corps diplomatique
- Dépôts au Congrès au sujet de l'immunité diplomatique
- Négociation d'accords internationaux régissant les privilèges et les immunités

1986

Avocate au bureau de la police et du renseignement

- Négociation d'accords en matière d'extradition et d'assistance juridique mutuelle
- Avis juridiques sur la question des stupéfiants dans le monde

1984-1986

Avocate au bureau des affaires interaméricaines

- Membre de l'équipe américaine chargée de l'affaire *Nicaragua c. Etats-Unis* (Cour internationale de Justice)
- Négociations sur la migration entre les Etats-Unis et Cuba
- Avis juridiques sur l'application du traité du canal de Panama
- Avis juridiques sur la négociation à la commission chargée d'étudier des alternatives au canal de Panama (Etats-Unis-Panama-Japon)

Autre expérience professionnelle

Freddie Mac

Chef des services juridiques et secrétaire
2003-2005

Chef associée des services juridiques, chargée des affaires législatives et réglementaires
2001-2003

- Chef par intérim et chef des services juridiques après la décision du conseil d'administration de remplacer les plus hauts cadres en 2003

- Supervision de tous les contentieux dans les procédures règlementaires et judiciaires
- Réforme de la gestion d'entreprise
- Membre élu du conseil d'administration

Département du trésor des Etats-Unis

1999-2000

Chef adjointe des services juridiques

- Supervision de tous les aspects du travail juridique
- Supervision des avis juridiques sur la réglementation, l'octroi de licences et le règlement des contentieux en application de loi sur les pouvoirs économiques en cas d'urgence internationale (International Emergency Economic Powers Act)
- Supervision du travail juridique lié aux institutions financières internationales
- Gestion des actions en justice engagées contre le département du trésor

Covington & Burling, Washington

1981-1984

- Règlement des contentieux portés devant les tribunaux fédéraux ainsi que des contentieux administratifs

Formation

Doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université de Californie, Berkeley (Boalt Hall), 1981

Licence d'études russes de l'Université de Californie, Santa Cruz, obtenue avec mention ; licence de biologie, obtenue avec mention, 1978

Publications

«The public face of private international law: prospects for a convention on foreign state immunity», *57 Law and Contemporary Problems* 305 (1994)

«International law and policy-making about global change», dans *The Ecological and Social Dimensions of Global Change* (David D. Caron, Terry Chapin, Joan Donoghue, Mary Firestone, John Hartead and Lisa Well, éd., Institute of International Studies, University of California at Berkeley, 1994)

Compte rendu de *The International Politics of the Environment* par Andrew Hurrell et Benedict Kingsbury, *88 American Journal of International Law* 411 (1994)

«EC participation in the protection of the marine environment», *17 Marine Policy* 515 (1993)

«Taking the «sovereign» out of the foreign sovereign immunities act: a functional approach to the commercial activities exception», 17 *Yale Journal of International Law* 489 (1992)

«The trade provisions of international environmental agreements: can they be reconciled with the GATT?», 86 *American Society of International Law Proceedings* 233 (1992)

«Perpetual immunity for foreign diplomats? A response to the «Abisinito Affair : a restrictive theory of diplomatic immunity?», 27 *Columbia Journal of Transnational Law* 615 (1989)

Distinctions honorifiques

Distinguished Honor Award (la plus haute distinction accordée par la secrétaire d'Etat) (2009)

Presidential Rank Award (services méritoires dans la haute fonction publique) (2009)

Younger Federal Lawyer (attribué par le barreau fédéral américain) (1988)

Autres informations

Membre de l'American Society of International Law

Membre du barreau du District de Columbia

A étudié le russe, l'arabe, l'espagnol et le français
